

<https://ricochets.cc/Revoltes-legitimes-en-banlieue-la-police-a-encore-tue-a-Marseille-Quelle-issue.html>



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

- Les Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 7 juillet 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Rien d'étonnant à ce que le gouvernement, ses flics et ses alliés organisent le tout répressif et la fuite en avant sécuritaire.

Rien de surprenant à ce que l'extrême-droite multiplie les discours puants et ressorte ses milices.

Ce qui est plus embêtant et inquiétant en ce moment, c'est que la gauche semble largement sidérée, dépassée, et parfois complice du gouvernement (même si un appel réformiste, à des marches citoyennes !, est lancé pour le 08 juillet, un peu tardivement, voir en fin d'article). Et aussi qu'une bonne part de la population semble suivre sans trop broncher les rhétoriques qui sont quotidiennement déversées par le régime macroniste, des fachos divers et les médias dominants.

A gauche, on en reste la plupart du temps des réformes de la police. A droite on ne veut pas en entendre parler, tout va bien, il n'y aurait que quelques fautes individuelles de policiers dévoués et débordés.

Une issue positive à cette révolte semble impossible.

Sauf si la révolte se généralise et s'étend.

L'Etat-capitalisme, les riches et les puissants, font ce qu'ils ont toujours fait

Au fond, l'Etat-capitalisme, les riches et les puissants, font en ce moment ce qu'ils ont toujours fait : réprimer et dénigrer toute révolte qui pourrait gêner et remettre en cause leur monde criminel, utiliser la force et la prison de manière terroriste pour mater tous les récalcitrants, remettre les cadavres sous le tapis et ajouter une couche de peinture sur leur système désastreux, durcir l'autoritarisme quitte à verser franchement dans l'extrême droite (tout plutôt que lâcher l'affaire et laisser la place à des sociétés vivables), se parer de fausses morales et de démocratie moisie pour dépolitiser et noircir leurs opposants, et blanchir leurs répressions féroces, utiliser de grandes formules type « ordre républicain » pour occulter ce système violent et irréformable...

Vu que les lois répressives de l'état d'urgence sont petit à petit rentrées dans le droit commun, l'Etat et ses gouvernements n'ont pas besoin d'instaurer l'état d'urgence pour pouvoir utiliser une répression très forte et généralisée. Alors quand le tyran se vante d'avoir rétabli l'ordre violent en vigueur sans état d'urgence....



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ? Un homme tué à Marseille par tir de LBD policier lors des révoltes !

De Marseille à Mont Saint Martin, la police tue

- ▶ [De Marseille à Mont Saint Martin, la police tue](#) - Depuis quelques heures différentes sources informent de la mort d'une personne à Marseille et du comas d'une autre à Mont Saint Martin suite aux interventions policières. La police continue de semer la mort en France.

(...)

Afin de garder le monopole de la violence, dernier chose qui lui permet de tenir, l'état a donc lâché 45 000 policiers et gendarmes en France pour "rétablir l'ordre". Il est clair que l'impunité dont bénéficient ces derniers ne date pas de la semaine dernière mais différentes sources rapportent la sauvagerie de leurs interventions alors que leurs syndicats ne cache même plus leur aspiration factieuse.

Ainsi, au cours de la nuit de samedi à dimanche à Marseille, un homme circulant à scooter, touché par un tir de flashball, est mort alors que la veille le Raid plongeait un autre homme dans le comas après lui avoir tiré dessus.

- ▶ [Tir de LBD « probable » à Marseille : l'épouse de l'homme tué assure qu'il ne participait pas aux violences mais qu'il « prenait des photos »](#)

Selon le parquet, le décès d'un homme de 27 ans dans la nuit du samedi 1er au dimanche 2 juillet serait dû à un « choc violent au niveau du thorax causé par le tir d'un projectile de "type flash-ball" ». Selon son épouse, il prenait des photos mais ne participait pas aux violences de ces derniers jours. (...)

- ▶ Et les flics, macronistes et autres droitistes qui répétaient avant que si le tir de LBD est "réglementaire" (pas dans la tête ni dans les parties génitales), s'il vise le thorax, c'est ok. ...Sauf que tirer dans le thorax tue aussi !



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ? En guise de réponse à un meurtre policier, la police tue une autre personne et met un jeune dans le coma

UN HOMME MEURT SUITE À UN TIR DE LBD À MARSEILLE.

Un homme est donc décédé d'un malaise cardiaque des suites d'un choc vraisemblablement dû à un tir de LBD40 ou de flashball au niveau du thorax.

C'était à Marseille, dans la nuit du samedi 1er juillet au dimanche 2 juillet 2023. C'est le parquet lui même qui le reconnaît : **les premiers éléments de l'enquête « permettent de retenir comme probable un décès causé par un choc violent au niveau du thorax causé par le tir d'un projectile de « type flash-ball », arme que le gouvernement revendique depuis son apparition comme non létal mais qui avait déjà éborgné à de nombreuses reprises, ainsi que mis des personnes dans le coma.**

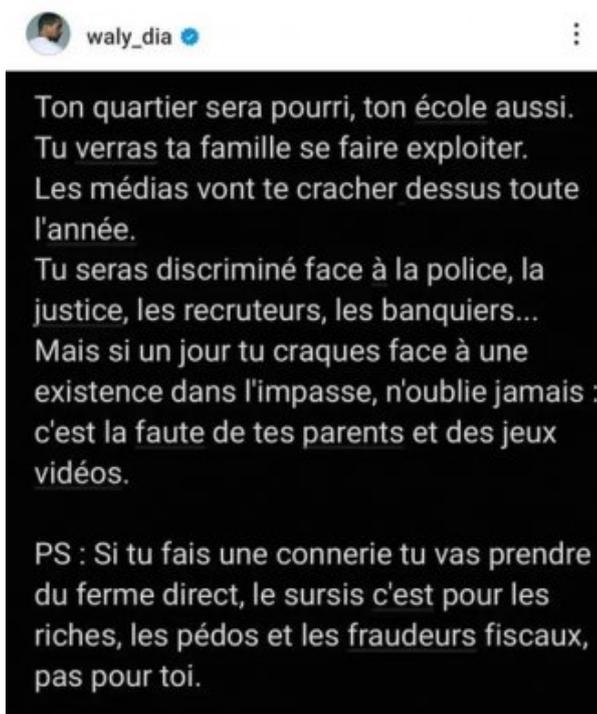
En Meurthe et Moselle, deux jours plutôt, un tir fusil à pompe avec un Meansbag (sac à pois) par le RAID avait engagé le pronostic vital d'un jeune homme à Mont Saint Martin. C'est la première fois que cette arme et ces munitions utilisées notamment pendant le mouvement BLM aux USA sont déployées dans le cadre du maintien de l'ordre en France.

Chaque nuit de la semaine passée a été marquée par les tirs de centaines de balle en caoutchouc de flashball ou de LBD40, ainsi que de cartouche plastique de fusil à pompe du RAID, que l'on définit comme étant à létalité "déguisée"

Un tel usage de ce type d'armes ne pouvait qu'amener au pire.

**Pour répondre au meurtre d'un jeune, le pouvoir a donc choisi de tuer encore.
Lui seul semble porter la responsabilité de ce cycle infernal et sans fin.**

(post de CND)



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

UNE VIOLENCE IRRATIONNELLE ?

« Partage du temps de travail, partage des richesses ou alors ça va péééééer - ça va péter !! » : ce slogan de manif, un poil usant, a retenti dans toutes les villes de France durant près de 4 mois pour protester contre la réforme des retraites. Pourtant, moins d'un mois après que le mouvement social ait été défait, de façon violente et humiliante, l'explosion de colère qui a littéralement embrasé ces mêmes villes suite au meurtre d'un jeune homme durant un contrôle de police est délégitimé par les mêmes qui, il y a encore quelques semaines, chantaient ce refrain. Ce seraient seulement des émeutes violentes, aveugles et irrationnelles. La

preuve : ces jeunes n'ont aucune revendication et s'en prennent à n'importe quel bâtiment, y compris des services publics qui leur seraient pourtant favorables. Cette colère de jeunes gens qui, selon nos politiques et nos préfets, mériteraient quelques claques, n'aurait pas sa place dans la lutte contre Macron et son monde, combat que la majorité des Français soutiennent ordinairement. En voyant les choses ainsi, on se condamne à la division, on marginalise ces jeunes et, surtout, on se trompe : sans romantiser la réalité crue de cette révolte, il s'agit bien là d'un mouvement social. Retour sur quelques clichés qui nous empêchent de penser et d'agir.

(...)

Au cours de notre histoire sociale, les émeutes, avec saccage de tout type de bien, ont été monnaie courantes. Durant la Commune de Paris, précédemment citée, les incendies ont été très nombreux. Plus tôt et plus consensuelle, la Révolution Française a connu des milliers d'actes de vandalisme et de mise à sac de maisons, de châteaux, de bâtiments publics, de prisons etc. Le mouvement des suffragettes au Royaume-Uni a obtenu des résultats significatifs en faisant du bris systématique de toutes les fenêtres et vitrines son principal mode opératoire. Bien entendu, l'histoire retient de cet épisode des beaux tableaux et des gravures d'époques, tandis que la réalité actuelle nous est montrée du point de vue des caméras de BFM TV : c'est moins glamour. Mais il est parfaitement faux de considérer que l'usage de la violence invalide le caractère politique du mouvement social de la jeunesse des banlieues.

(...)

Quant à savoir si la violence est efficace ou non, le débat mérite d'être regardé avec honnêteté : notre pays a connu une suite de mobilisation collective d'importance dont la plus massive en nombre de manifestants, cette année, n'a obtenu absolument rien. Précédemment, le mouvement contre la loi travail, lui aussi centré sur la manifestation pacifiste de masse, n'avait absolument pas fait reculer le gouvernement. Seul le mouvement des gilets jaunes, qui a fait trembler la classe dominante suite à la mise à sac de préfectures, de centres-villes, de péages et de quartiers bourgeois a été partiellement victorieux : le retrait du projet de taxe carbone et l'octroi de nouvelles aides sociales, pour plus de dix milliards d'euros, ont été obtenus. C'est la seule fois que Macron et sa clique ont reculé.

En choisissant spontanément la violence, les jeunes de banlieue ont choisi, qu'on le veuille ou non, le seul mode opératoire qui a permis, ces dix dernières années, de créer un rapport de force avec le gouvernement. Face à la violence de la répression policière et judiciaire et la façon dont la quasi-totalité de la classe politique fait front commun pour cracher sur ce mouvement social, le succès n'est pas garanti. Mais dire que le choix de la violence serait complètement irrationnel relève de la mauvaise foi ou d'une bien pauvre analyse.

(...)

Il est bien plus confortable pour les dominants de se raconter que ceux qui s'opposent à eux seraient débiles, irrationnels et fous plutôt que dotés d'une réelle envie de changer les choses. C'est aussi très confortable pour celles et ceux qui ont le monopole de l'opposition légitime : les grands syndicats, les partis politiques de gauche ont tout intérêt à considérer ce mouvement social avec dédain et mépris. Il ne faudrait pas non plus qu'une telle explosion de colère ne remette en cause leur relative inefficacité...

(...)

Rien ne permet donc de dépolitiser, comme le font notre classe politique et beaucoup de gens autour de nous, ce qui est en train de se passer. Qu'on le veuille ou non, nous assistons bel et bien à un mouvement social visant à combattre la violence raciste et policière dont la jeunesse de banlieue est la première victime et qui ne se déroule pas selon les modalités habituelles des mobilisations collectives. Ceci étant dit, il est logique que son caractère spectaculaire et les dégâts qu'il produise fasse peur à une partie de la population

(...)

Mais maintenant, qu'est-ce qu'on en fait, nous autres qui regardons, inquiets, ce spectacle de révolte ?

On peut se désolidariser, comme en appellent la plupart des partis politiques. On peut aussi estimer que ce mouvement social menace nos intérêts de blancs - quand on l'est - et se rallier plutôt à celles et ceux qui prônent son écrasement dans le sang. C'est la proposition du RN et de Reconquête.

(...)

On peut mettre de côté ses réserves, dépasser sa peur réelle et légitime et penser stratégiquement que notre soutien collectif est nécessaire pour que le calme advienne : celui de la justice et des revendications obtenues, à commencer par la fin des contrôles policiers systématiques, la suppression de la loi de 2017 et la fin de l'utilisation

des armes policières qui terrorisent jeunes de banlieues comme manifestants, et dont on apprenait hier qu'elles avaient fait un mort durant la répression à Marseille... En attendant une reprise en main totale de notre police en roue libre.

(...)

Les nuits d'émeutes qui ont succédé au meurtre de Nahel ont touché de très nombreux commerces, de tout taille et de tout type, des véhicules en nombre, mais aussi des écoles et des mairies. Comment expliquer une violence tournée le plus souvent contre des infrastructure des quartiers où vivent ces jeunes ?

« Oui mais c'est contre leurs propres intérêts qu'ils font ça ! ». En est-on si sûr ? Prenons l'exemple des mairies. Sont-elles vraiment les « maisons du peuple » que l'on se plaît à décrire quand elles prennent feu ? En France, le gouffre entre les élus et le reste de la population est immense, et cela touche même les échelons locaux. Les municipalités et communautés d'agglomération ne sont pas des instituts perçus comme positives par des gens qui dépendent d'elles pour trouver un logement, obtenir des réparations dans le leur, obtenir un service de propreté digne de ce nom...

Oui mais les assos, les écoles, c'est intolérable non ? Il se trouve hélas que même le monde associatif est de plus en plus élitiste et excluant. Parfois, l'aide alimentaire peut tourner au procès de bonnes moeurs, avec un net biais raciste, j'en sais quelque chose pour avoir un temps aidé à la distribution de nourriture dans un quartier difficile de ma ville... Quant à l'école, il faut toujours garder en tête qu'elle n'est pas, pour une grande partie de la population, le lieu de savoir et d'émancipation qu'elle a été pour beaucoup de bons élèves. De plus en plus, l'école est avant tout un lieu de tri social, particulièrement violent, ou le destin social des enfants des classes laborieuses est tranché dès le collège, et parfois avec violence. Aussi dérangeant que cette idée puisse paraître, on peut tout à fait penser que l'incendie de l'école de son quartier soit une forme de vengeance envers une institution maltraitante...

Bien sûr, d'autres cibles peuvent sembler plus appropriées : « pourquoi ne s'en prennent-ils pas aux riches, aux politiques ? ». Ce refrain est ressorti à chaque mouvement social, et la réponse est la même : car en France, et en particulier à Paris, les dominants protègent avec force leurs lieux de vie et ne laissent personne y pénétrer, et surtout pas des jeunes de banlieues qui sont stoppés dès le RER (les transports publics ont été d'ailleurs arrêtés dès la première nuit de mobilisation, afin de bloquer les jeunes dans leurs quartiers).

Que dire alors du pillage des magasins ? N'est-ce pas une façon de transformer une action collective en petit larcin individuel ? Eh oui, la jeunesse racisée et populaire est souvent plus pauvre que le reste de la population. Bombardée comme nous tous d'injonctions à consommer, soumise à une forte précarité financière, nombreux sont ceux qui, parmi elle, se sont jetés sur les hypermarchés pour faire des courses gratuites. Désormais, leurs patrons viennent se plaindre de cette « violence aveugle ». Aveugle, vraiment ? L'inflation que notre pays connaît depuis deux ans, et qui a touché particulièrement les produits alimentaires, a été le fait des industriels et de la grande distribution qui ont spéculé sur le contexte international. Que des jeunes gens pensent à piller de la nourriture, dans la France de 2023, devrait collectivement nous foutre la honte sur la façon dont nous avons laissé la pauvreté s'installer en France, du fait de l'appétit toujours plus vorace de ceux qui en détiennent la production et la distribution.

(...)

► LA SUITE DE NOTRE ANALYSE EST A LIRE ICI : <https://www.frustrationmagazine.fr/revolte-banlieues/>



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

Revue de textes sur les révoltes suite au meurtre de Nahel

▶ [Revue de textes sur les révoltes suite au meurtre de Nahel](#)

Des échos d'ailleurs, des nouvelles, de l'analyse, et des tracts qui tranchent. Suite à l'assassinat de Nahel par les keufs, tentative de compilation (non exhaustive) sur des révoltes en France.

Analyses

▶ [Quelques remarques sur la révolte actuelle et ses fossoyeurs](#) - On voudrait réagir à des prises de position qu'on a pu voir ces derniers jours de la part de nos camarades, des écueils assez récurrents quand il s'agit d'analyser les révoltes qui sortent du cadre bien classique de la gauche.

▶ [Banlieues, ça va chier ! - Analyses Histoire - Mémoire](#)

bref retour sur les émeutes des banlieues de 1990-91

▶ [Les villes en surchauffe : soutien à la révolte](#) - Quelques mots pour affirmer le soutien de Trou Noir au mouvement de révolte suite à l'assassinat de Nahel par la police française. (...) Malgré la constance de la répression armée, on ne s'habitue pas à la brutalité policière, c'est pourquoi toute stratégie qui vise à abolir (et non réformer) la présence de la police dans nos vies est une bonne stratégie. Il convient de rappeler qu'en tant que média queer, nous avons souvent eu à traiter et à nous opposer à la gestion sécuritaire des agressions que nous pouvons subir.

Nous soutenons le mouvement de révolte actuel dans sa dimension offensive et immédiate, dans sa nécessité de s'inscrire dans un temps long et constructif, et en étant surtout à l'écoute de toutes celles et ceux qui n'ont pas droit à la parole politique.

▶ [Amnistie pour les inculpés de la révolte populaire !](#) - Police, justice, prison : les maillons d'une même chaîne Contrairement à ce que tous les commentateurs serinent à longueur d'émission, les feux de la révolte en cours nous disent beaucoup. Notamment sur le système police-justice-prison, qui est là avant tout pour enfermer les pauvres, notamment les jeunes prolétaires racisés - quand il ne les tue pas. Face aux arrestations de masse de ces derniers jours, se rendre dans les tribunaux qui ont commencé à juger les révoltés - et y porter la revendication d'une amnistie générale -, c'est le moins qu'on puisse faire.

(...) La brutalité d'hommes en armes quadrillant les rues n'est que l'expression la plus visible de la violence d'État.

Après le policier, c'est le juge qui prend le relais ; et après le juge, le maton. C'est la chaîne pénale : police-justice-prison. Comme celle de la police, la violence des cours de justice s'abat tous les jours, tranquillement, sur les classes les plus pauvres et les plus stigmatisées des quartiers populaires.

(...) Le ministre encourage le recours à l'infraction de « participation à un groupement en vue de la préparation de violences », qui permet de condamner toute personne présente sur les lieux, en l'absence de tout autre élément à charge. Les procureurs sont invités à « déferer » tout le monde systématiquement, même les mineurs. Ça va entraîner énormément d'incarcérations, car les sanctions pénales qui suivent un déferrement sont généralement plus lourdes et plus brutales. L'augmentation du recours aux comparutions immédiates est exponentielle depuis les grandes révoltes de 2005 ; et lors des mouvements sociaux, elles sont utilisées massivement.

(...) Car l'extrême droite armée est à l'offensive dans les médias comme dans les rues : les mêmes syndicats de policiers qui demandent « le respect de la présomption d'innocence » et « l'indépendance de la justice » pour leur collègue exigent en même temps que la justice s'automatise encore plus pour ceux qu'ils qualifient de « nuisibles », de « hordes sauvages », de « chienlit ». Pour les éradiquer, ils exigent une fois de plus les pleins pouvoirs, ils en appellent au « réarmement de la police ».

(...) Il nous faut trouver la force et la détermination nécessaires pour exiger l'amnistie de tous les inculpés, c'est-à-dire l'abandon des poursuites à leur encontre et leur libération immédiate. Celles et ceux qui ont pris part au mouvement social contre la réforme des retraites, celles et ceux qui se mobilisent contre la dissolution des Soulèvement de la terre, les organisations de gauche et de défense des droits de l'homme peuvent trouver là le moyen de se solidariser en actes avec les révoltés. Dans la rue, la révolte populaire a déjà pris pour cible la chaîne pénale qui sert à enfermer principalement celles et ceux qui subissent de plein fouet la violence économique, tout en couvrant la violence de ses agents. Un tel mot d'ordre d'amnistie générale serait un premier pas pour gripper la machine judiciaire qui enferme chaque jour les enfants des colonisés, les étrangers et les pauvres des quartiers de France ; qui tous n'en peuvent plus d'être stigmatisés, emprisonnés et pris pour cibles.

► [Chronique d'une France en feu : pas de justice, pas de calme](#) - Le 28 juin dernier, Nahel, lycéen de 17 ans d'origine algérienne, était sommairement exécuté par la police pour un délit routier, déclenchant une saine vague de révolte dans les banlieues et les quartiers populaires. Retour sur la situation.

(...) En dictature, et donc en France, on ne répond à une contestation de l'ordre raciste et policier que par plus de racisme, de violences et d'arrestations arbitraires.

(...) On le sait, la police a menti en déclarant initialement que la voiture avait foncé sur le policier qui avait tiré pour protéger sa vie. Sans la vidéo c'est la version qui aurait été prise pour argent comptant - ce qui vous laisse imaginer les différences entre réalité et versions policières dans les cas sans vidéo, c'est-à-dire l'immense majorité des cas.

(...) Suite au meurtre de Nahel des émeutes contre les violences policières ont donc éclaté un peu partout en France, dans les banlieues et les quartiers populaires, plus rarement dans les centres-villes. Quelle a été la solution proposée par le pouvoir ? Plus de police, plus de violences, plus de répression. Comme il s'agit d'une population qui vote peu, contre laquelle les politiciens adorent taper parce qu'ils peuvent en tirer un bénéfice électoral, il n'y a besoin d'aucun ménagement. Bien au contraire, c'est l'occasion d'une démonstration de force, encore supérieure à ce qu'on a pu voir contre les Gilets Jaunes.

A Lille, par exemple, des blindés ont été déployés, des troupes d'élites avec des armes de guerre.

En dictature on ne se contente pas de répondre à la contestation par la violence et les arrestations, on essaye de passer tout sous son contrôle, comme les réseaux sociaux. C'est ainsi qu'Eric Dupond-Moretti, visiblement inspiré par la Chine ou l'Iran, a demandé de saisir "les opérateurs de type Snapchat". Plus tard il déclarait aux participants aux révoltes que leurs comptes Snapchat et Tiktok seront "pétés, vous serez retrouvés et sanctionnés".

Évidemment, à contrario, les comptes de policiers et de syndicats de policiers qui appellent à la haine sont épargnés par les mesures.

(...) Mais comme si cela ne suffisait pas, les macronistes ont décidé, comme des mafieux de bas étage, de menacer les familles de ces jeunes pour se venger d'eux, leur disant "restez chez vous" sinon "vos parents risquent 2 ans de prison".

(...) Face à ce racisme et ce déferlement de violences policières, l'idée que nous défendons, que l'extrême droite n'est pas "aux portes du pouvoirs" mais y est déjà, perce de plus en plus par son évidence. C'est également le propos que porte par exemple la philosophe Barbara Stiegler.

(...) L'ONU lui-même via son Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) s'est inquiété du

racisme de la police française dans une déclaration du 30 juin. Quelle a été la réaction du pouvoir ? Le déni, le mensonge et la condamnation : "toute accusation de racisme ou de discrimination systémiques par les forces de l'ordre en France est totalement infondée. (...) La France, et ses forces de l'ordre luttent avec détermination contre le racisme et toutes les formes de discriminations. Aucun doute n'est permis dans cet engagement."

En dictature, il n'est pas permis de douter de la police, toute critique est par nature infondée.

(...) Pour réaliser le SAV de la police assassine, de la répression et du gouvernement, les médias dominants font preuve d'une servilité et d'un zèle qui confèrent à l'obscène.

(...) A Frustration nous insistons sur le fait qu'il y a toujours deux versions à une histoire et à un conflit. Le point de vue des "émeutiers" est extrêmement absent médiatiquement, cela participe grandement à l'incompréhension voire à la détestation d'une partie de l'opinion pour le mouvement. Et quand il y a de rares exceptions, vous pensez qu'on entendrait les jeunes qui se révoltent ? Qu'ils seraient invités sur les plateaux pour qu'on comprenne ce qui les motive ? qu'on aurait des vrais reportages ? Non, ils préfèrent inviter Mathieu Kassovitz au mieux...

(...) En effet la dimension raciale du crime est parfaitement absente de l'analyse proposée par les médias de masse français. David Thomson, correspondant aux Etats-Unis à RFI, souligne bien cette différence de traitement qui influe sur la perception de l'opinion sur l'acte lui-même : "Quand nous, journalistes français, couvrons la mort de George Floyd, chacun de nos papiers mentionnait que cet afro-américain avait été tué par un policier blanc. A Nanterre, un arabe français a été tué par un policier blanc. Une réalité absente des médias français mais omniprésente dans les médias américains".

(...) A ce sujet notre première ministre s'est contentée d'un lacunaire et euphémisant : "le fait que ce soit une personne proche de l'extrême droite qui a lancé cette cagnotte ne contribue pas sans doute à apporter de l'apaisement". Il est certain que si elle avait été lancée par des macronistes cela aurait été très apaisant, formidable et républicain.

(...) Le pire étant, comme toujours, du côté du Parti Communiste Français et de son leader réactionnaire Fabien Roussel, lui proposant carrément de "couper" les réseaux sociaux "quand c'est chaud dans le pays". Qu'est-ce que les communistes ne feraient pas pour protéger l'ordre capitaliste hein ?

(...) Plus de police pour faire face à la contestation de mineurs contre les violences policières et afin de protéger le commerce, voilà la ligne d'une partie de la France Insoumise.

(...) L'incapacité chronique de la gauche à s'intéresser et à comprendre la "situation des banlieues", autrement que sur un ton paternaliste et moral, est un grave problème car elle participe à priver ces révoltes de débouchés politiques concrets et positifs. Elle ôte à ces personnes leurs possibilités d'auto-organisation. L'islam radical qui y a malheureusement progressé pour partie n'a d'ailleurs pas rien à voir avec cet abandon et cette répression, car il est une des rares formes de politisation et de grilles de lectures offertes à ces quartiers et ces habitants méprisés et souvent privés d'avenir.

Il serait donc vraiment temps de proposer autre chose qu'une fichue "police de proximité". Comme si, toujours, ce qu'on avait à proposer aux jeunes des quartiers populaires, c'était toujours plus de flics ("oui mais c'est super ils jouent au basket avec les jeunes haan").

(...) Les opposants arrêtés, les organisations contestataires dissoutes et la police qui exécute les jeunes des quartiers, c'est le même mal. Cela doit nous conduire aux convergences les plus larges possibles, et à un soutien efficace de la mobilisation en cours contre l'arbitraire policier et judiciaire, contre la dictature.

(...) Toutefois l'émeute, aussi chaotique et désordonnée qu'elle puisse paraître, est une forme connue de contestation. Pendant la Révolution française, la prise de la Bastille elle-même a débuté par des pillages et des émeutes... Aux Etats-unis le mouvement pour les droits civiques, contre les lois racistes, dans les années 1960, ont été marqués par des émeutes et des pillages spectaculaires.

(...) D'une manière générale, il est normal, dans un moment de contestation dure, de ne pas être à l'aise avec toutes les formes que prennent cette contestation. Mais il est bien d'essayer de comprendre comment des jeunes deviennent des boules de rage, de colère et de tristesse, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut réaliser qu'à situations égales, nous agirions sans doute de la même manière. Se contenter de pures considérations morales ("ça c'est légitime", "ça c'est mal", "ça c'est bof"...) ne fait pas avancer grand chose.

(...) Il faut également rappeler que dans le cas présent les formes pacifiques et classiques de protestation, comme le rassemblement à la Concorde, ont également été interdites et réprimées. Il est donc paradoxal de déclarer, comme le fait le pouvoir, que "la violence ne résout rien" tout en interdisant les rassemblements pacifistes...

(...) Pour les mesures d'urgences, qui constituent des revendications minimales, celles d'Attac peuvent donner une

direction : démission du ministre de l'Intérieur, interdiction d'utilisation d'armes de guerre et des techniques au risque légal, abrogation de l'usage des armes en cas de refus d'obtempérer. A ces dernières on pourrait ajouter l'abrogation de la loi "permis de tuer" du Parti socialiste, la légalisation du cannabis pour arrêter l'obsession du flagrant délit et le harcèlement policier (très étrangement ce harcèlement est moins présent pour trouver la cocaïne ou la MDMA de la jeunesse bourgeoise), la condamnation du meurtrier de Nahel à une peine de prison à la hauteur du crime commis (l'assassinat à bout portant d'un lycéen désarmé).

Mais tout cela ne résoudra pas les problèmes de fonds que ce cri de rage laisse percevoir. C'est tout un modèle d'urbanisme qu'il faut repenser, sortir le plus vite possible du modèle de la métropole capitaliste avec ses banlieues pour travailleurs pauvres immigrés et ubérisés, souvent exclus du marché du travail formel, entassés dans des logements grisâtres et insalubres, avec un accès limité à des services publics minimaux. Il faut également une réelle politique d'emplois.

Mais la réalité est que ces revendications intermédiaires resteront peu accessibles tant que ne seront pas adressées les causes encore plus profondes, structurelles, de la situation : le rapport néocolonial de l'Etat français aux populations non-blanches. C'est au racisme d'Etat, à la division raciste du travail (les emplois les plus pénibles étant occupés par les travailleuses et travailleurs non-blancs, d'origine immigrée ou non) qu'il faut s'attaquer frontalement, ainsi que questionner sacrément le rôle de la police en démocratie.

► [La gangrène de l'oubli - Nanterre Année 0 - Victor Collet](#) - Pendant qu'on écrit, un hélicoptère tourne toujours au-dessus de nos têtes, pour la troisième nuit d'affilée. Des détonations, toutes les cinq à dix secondes, continuent de résonner au loin, sur la Canebière, à Marseille, loin de Nanterre. En bas de la rue, deux jeunes de moins de 20 ans siphonnent un ballon d'hélium sur le trottoir, tombent, se chamaillent à en perdre une de leurs chaussures. A deux mètres d'eux, un trentenaire fatigué dort à même le trottoir, position foetal sur un matelas crasseux aux larges traits marrons posé à même la poubelle. A dix minutes du Vieux Port, de ses touristes et de la spéculation immobilière sans fin depuis le confinement. Touristes qui viennent de fuir après la deuxième nuit d'émeute dans la ville. Plus un seul commerce ouvert. La pauvreté crève la vue des rues de Marseille. Pour celles et ceux seulement qui veulent encore la voir. (...)

► **Comme on est pas en démocratie, les solutions politiques n'existent pas, ça tourne en rond sur des abstractions détachées de la réalité.**

Comme on est sous le joug du totalitarisme capitaliste, il n'y a pas de "solutions" économiques non plus. L'éducation nationale ne peut pas compenser la reproduction de classe et la pyramide sociale, il n'y aura jamais de "supers" emplois de cadres pour tout le monde. Dans le capitalisme, les inégalités, le chômage, la précarité, les boulots de merde mal payés... sont indispensables. Il n'y a pas d'égalité des chances, juste une compétition sans merci et inégale, une guerre de tous contre tous où les plus riches et les plus malins l'emportent.

► [Nahel et les quartiers : mourir pour exister](#)

L'écrivain et journaliste Feurat Alani a vécu une partie de sa jeunesse à Nanterre, cité Pablo-Picasso. Il y réside toujours, chez sa mère, quand il vient en France. Il était là, mardi 27 juin, quand Nahel a été tué par les policiers, puis les nuits qui ont suivi. Pour Mediapart, il s'interroge dans un texte très personnel : « Faut-il être tué par balle pour être convoqué à la mémoire de l'altérité, des responsables politiques, des médias et même des lambda ? » (...). Dans cette cité traversée par les mêmes fléaux que les autres, nous avons, les Nanterriens, grandi avec ce paradoxe. Nous avons tout et nous n'avons rien. Nous sommes situés à une distance géographique tellement courte du monde en marche qu'il suffit de changer de trottoir pour se retrouver sous la lumière. Mais nous sommes dans l'ombre. Alors que la colère éclate au bas de notre fenêtre, je repense à cette phrase d'un ami du quartier qui a tout vécu ici : « Nanterre, c'est particulier. »

(...) La colère que j'ai perçue dans les yeux de ces jeunes hommes masqués m'a ému aux larmes. Les cris de vengeance. Les mots d'hommage. J'ai vu des lèvres trembler de rage, des corps se déchirer de frustration, avancer sans ciller devant des véhicules blindés d'une police qui a reculé.

(...) En remontant, j'ai retrouvé ma mère en pleurs. Elle ne pleurait ni le gaz lacrymogène, ni la fumée noire des feux improvisés qui avaient atteint sa fenêtre. Elle pleurait pour toutes les mères qui ont perdu un fils. Nahel aurait pu être le sien, ici, en Irak, ou ailleurs. Et puis, pour la première fois, elle m'a posé la question. « Tu te sens en danger en

tant qu'Arabe ? » Non, maman. Enfin, quelquefois.

En France, le déni d'existence des uns est une spirale dont l'inertie nous ramène toujours au déni des autres, celui du racisme. Tant de questions sans réponse depuis quarante ans qui conduisent à la même sémantique problématique et dévoyée marginalisant les habitants des quartiers malgré eux : « intégration », « territoires perdus », « banlieues ».

(...) « Si la France est un État de droit, nous n'avons pas les mêmes droits. Révolution. » Voilà ce que j'aimerais raconter.

Et si c'était ça, aussi, être français, se révolter contre l'injustice, dans la continuité de la longue histoire française, de la Révolution de 1789, en passant par Mai 68, les révoltes de 2005 et le meurtre d'un adolescent qui ne demandait qu'à vivre comme les autres ?

« Il y aura un avant et un après. » Aux yeux du monde, il n'y avait pas d'« avant ». On a déjà oublié les noms des personnes tuées par la police qui ont précédé Nahel.

Alors comment croire à un « après » ?

- [Le peuple se révolte](#) - Nahel, agé de 17 ans a été assassiné par la police le 27 JUIN 2023 à Nanterre. Les médias relaie une mort, pourtant c'est bien un meurtre réalisé par la police, ce n'est pas le premier, mais il a été filmé. Tué par balle au thorax à bout portant par un policier lors d'un contrôle.



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

! EST-CE QUE PAP NDIAYE DORT BIEN ?

Il y a encore quelques années, Pap Ndiaye était un chercheur reconnu, spécialiste du racisme, qui dénonçait régulièrement les violences policières. C'était avant.

Aujourd'hui, il n'est qu'un clown pitoyable, Ministre de l'Éducation d'un gouvernement d'extrême droite. Il couvre désormais une police criminelle et raciste.

Mardi matin, à propos des émeutes, il a osé : « Lorsque l'on s'attaque aux écoles, on s'attaque au symbole le plus vivant de la République. L'École, c'est le trésor de ceux qui n'en ont pas ».

Ces derniers mois, des collèges, des écoles et des lycées ont été privés de chauffage pour raison budgétaire, et des élèves contraints de faire cours en doudoune. Des milliers d'heures de cours n'ont pas été assurées, en particulier dans les établissements de banlieue, car le ministère ne remplaçait pas les profs. Les parents d'élèves s'en sont plaint. À Saint-Denis, le personnel d'un lycée a même dû exercer son droit de retrait car le bâtiment était tellement

délabré qu'il menaçait de s'effondrer. La situation dans l'Éducation est tellement lamentable que des centaines de profs en souffrance démissionnent après avoir tout essayé pour se faire entendre. Certains se suicident. À chaque fois, Pap Ndiaye leur a craché au visage. Il a réprimé les enseignant-es en lutte, méprisé les syndicats. Pap Ndiaye s'en fout, il met ses enfants dans une école privée d'élite dans les beaux quartiers parisiens : l'École Alsacienne.

Pap Ndiaye est le principal destructeur de l'école public, en plus d'être un renégat sans honneur. Et c'est lui qui vient pleurer sur « l'attaque de l'école, symbole vivant de la République », sans avoir un mot pour les victimes de la police ? Réclame-t-il l'exclusivité de la destruction des écoles ? Est-ce que Pap Ndiaye dort bien ?

Plus l'école s'effondre, plus elle est au service du capital, et plus l'enseignement se transforme en dressage. Peut-on en vouloir aux jeunes de quartiers envoyés vers des filières sans issue où ils se feront exploiter de n'y voir qu'une institution violente de plus, et pas un moyen d'émancipation ?



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

COUPER LES RÉSEAUX

Emmanuel Macron recevait à l'Élysée 220 maires mardi 4 juillet. À cette occasion, il aurait pu proposer des solutions politiques et sociales pour les communes de banlieue ou revenir sur la répression qui frappe ces quartiers. Rien de tout cela : le chef de l'État a évoqué la nécessité « d'avoir une réflexion sur l'usage des réseaux sociaux » et sur « les interdictions que l'on doit mettre ». Il a même été plus précis : « quand les choses s'emballent, il faut peut-être se mettre en situation de les réguler ou de les couper », ajoutant qu'il ne faut surtout pas le faire à chaud, mais qu'il faut entamer une réflexion à froid. **L'État français risque donc de se doter d'une législation permettant de couper les réseaux sociaux en cas de contestations ou de troubles sociaux.**

Depuis 2021, certains États ont coupé ou restreint internet lors d'émeutes ou de manifestations. Par exemple la junte militaire de Birmanie, la dictature Biélorusse, la République Islamique d'Iran, le Soudan, le Kazakhstan ou le Pakistan. Ou plus récemment le Sénégal dans le cadre d'une répression sanguinaire. **La France de Macron risque donc de rejoindre ce club des États remarquablement démocratiques.**

C'est vrai que sans réseaux c'est plus simple : pas d'images de violences policières, pas d'appel à manifester, pas de vidéo du tir sur Nahel, pas de médias indépendants. Uniquement CNews et BFM en guise de relais médiatiques. Le rêve.

Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

Pour rappel, il y a quelques jours, plusieurs responsables au pouvoir appelaient à modifier la Constitution pour autoriser un troisième mandat pour Macron. Comme dans plusieurs régimes autoritaires : celui de Poutine en Russie, de Xi Jinping en Chine ou les présidents du Sénégal et de Centrafrique.

L'histoire retiendra que le candidat « centriste » et « modéré », intronisé par les médias et élu grâce au vote barrage, était un autocrate ultra-violent qui a précipité la France vers la dictature.

EMMANUEL MACRON ENVISAGE LA COUPURE DES RÉSEAUX SOCIAUX EN CAS DE CRISE



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

ø PALESTINE : MASSACRE À JÉNINE

- ▶ Pendant que l'État israélien lance une attaque sanglante, Darmanin demande des conseils - Depuis 2 jours, l'armée israélienne mène à Jénine en Cisjordanie une opération militaire meurtrière, la plus violente

depuis la seconde Intifada et l'opération « Rempart » il y a 21 ans.

Déjà 10 palestiniens ont été tués à Jénine : ils avaient 16, 17, 18, 19, 21 et 23 ans. On compte plus de 150 blessé-es dont des dizaines gravement, par les bombardements et l'invasion terrestre de centaines de soldats israéliens armés jusqu'aux dents dans la ville et le camp de réfugié-es adjacent.

Les images diffusées depuis Jénine relatent l'horreur dont sont victime les Palestinien-nes : des corps jonchent les rues, certains enchevêtrés les uns sur les autres, des blessé-es agonisent sans que les secours puissent les atteindre, empêchés par l'armée israélienne, des quartiers entier en feu détruits par les bombes et les bulldozers, les journalistes et les secours sont pris pour cibles. C'est un tel déferlement de violence que même les chats de la ville sont retrouvés tués.

La nuit dernière, de nombreuses familles palestiniennes ont été assiégées et forcées de quitter le camp de réfugié-es sous la menace israélienne de raser leurs maisons. Les images de familles entières avec enfants, personnes en fauteuil roulant, mains en l'air devant les blindés israéliens, avec des armes braqués sur elles, sont extrêmement choquantes et se passent dans l'indifférence de la communauté internationale. Beaucoup ont trouvé refuge à l'hôpital de Jénine, mais celui-ci a lui-même été pris pour cible aujourd'hui ! Les canalisations d'eau ont aussi été détruites par Israël, entraînant des inondations dans les rues. Pour dominer le territoire, les israéliens ont fermé tous les checkpoints qui encerclent les villes et villages palestiniens.

Il ne faut pas oublier le contexte de la Palestine, qui est déjà d'une violence innommable : Israël est un pays occupant et colonial qui spolie les terres palestiniennes depuis des décennies et réduit drastiquement les libertés des habitant-es autochtones en les traitant comme étrangères dans leur propre pays. Désormais, l'armée israélienne, armée d'occupation, a envahi depuis deux jours un camp de réfugié-es, en tuant quiconque se trouve sur son passage. Ces événements marquent une fois de plus la violence coloniale et le mépris d'Israël pour les vies palestiniennes.

Et que fait la France ? Non seulement elle continue de soutenir Israël qui tue des civils, mais elle lui demande des conseils en terme de répression ! Devant une commission des parlementaires de la Knesset, le chef de la police israélienne a révélé avoir reçu un fax du ministère de l'Intérieur français pour un partage d'expérience sur la gestion des manifestations. Darmanin veut de l'aide pour mater la révolte des banlieues françaises. Le ministre de la sécurité israélien, d'extrême droite radicale, va donc proposer des pistes à la police française pour réagir en cas de révolte dans les banlieues. Après les émeutes de 2005, Nicolas Sarkozy avait déjà demandé des conseils aux autorités israéliennes. Il faut dire que l'envoi de forces antiterroristes contre des civils ces derniers jours à Nanterre, Marseille ou Lille, qui tiraient à vue avec des armes longues sur des passants, commencent à ressembler aux images terribles de l'occupation en Palestine.

(posts de Contre Attaque)

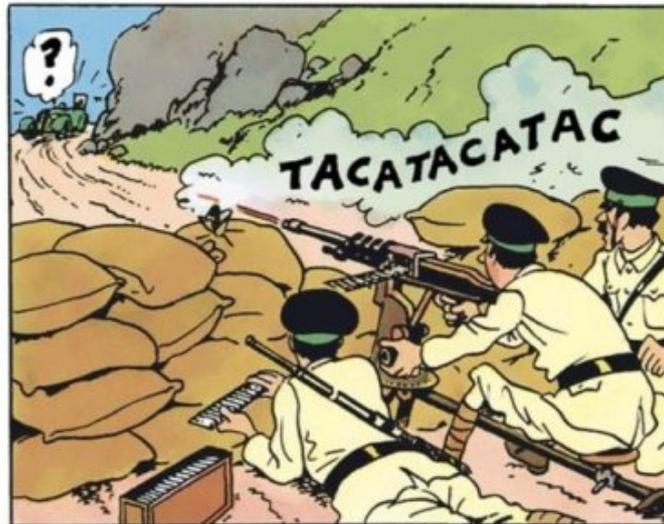
Répression judiciaire

- [Créteil sans soleil : tout le monde se retrouve à l'ombre](#) - Récit de la longue journée de comparutions immédiates de mardi au tribunal de Créteil, pour des personnes chopées depuis jeudi soir
- [Un camarade incarcéré suite aux émeutes du mercredi 28 juin à Saint-Étienne](#) - Dans la nuit du mercredi 28 juin au 29 juin, Thierry est allé dans le quartier de Montplaisir avec son cousin Christopher pour participer à la révolte en cours. Comme beaucoup d'entre nous, T. et C. étaient révoltés du meurtre de Nahel, tué par la police, à Nanterre, la veille.
- [Répression suite aux nuits d'émeutes](#) - Le 30 juin, un appel à rassemblement a été lancé, en réaction à la mort du jeune Nahel, tué par un policier à Nanterre. A Grenoble comme partout en France, le rassemblement a été interdit par la préfecture. S'en est suivi une nuit d'émeutes populaires, réunissant jeunes de quartiers, militant.es antiracistes, et tout simplement des personnes révoltées par ce meurtre de plus, symptôme d'une violence raciste systémique. Solidarité avec les interpellé.es !

'...) "La fin ne justifie pas les moyens. L'état d'urgence permet tout et n'importe quoi. On met le code aux oubliettes, on peut dire 'c'est bien on a répondu aux émeutes' alors qu'on requiert des condamnations sur du vent ! Le centre de la justice, c'est de respecter le droit. Comment voulez-vous qu'une société marche si on s'en absout ?"

"La parole des policiers n'est pas très à la mode en ce moment. Je ne dis pas que l'agent a menti, je dis qu'il a pu se tromper. On n'a que cette simple parole d'un policier qui dit "monsieur pille". Il faut plus de précisions pour condamner quelqu'un à huit mois de prison. Plein de vérifications étaient possibles dans ce dossier, rien n'a été fait !"

LA POLICE MUNICIPALE EN 2034 QUI TENTE D'ARRÊTER RÉGIS QUI VIENT DE GRILLER UN STOP :



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

DIVERS

Le policier qui a tué Nahel vient de la BRAV-M connue pour ses violences et de la CSI 93 où 4 policiers ont été condamnés pour vols, violences, faux, racisme, racket, fabrication de preuves, contrôles illégaux...

DES VOYOUS

Pendant ce temps :

Record historique pour le pouvoir d'achat ! des ultrariches...

Le patrimoine des 500 Français-es les plus riches a atteint la somme astronomique de 1170 milliards d'euros en 2022. Une fortune globale en augmentation de 17% sur un an après une année 2021 qui constituait déjà un record historique.

Alors qu'en 2009 leur fortune cumulée s'élevait à 194 milliards - en augmentation de 503% en 13 ans ! - on ne peut que constater l'explosion du phénomène de concentration des richesses. Et la poursuite prévisible des politiques néolibérales ne devrait qu'accentuer ce phénomène.

Les familles Arnault (actionnaire majoritaire de LVMH), Hermès, Wertheimer (Chanel), Bettencourt (L'Oréal) et autres Bolloré ou Niel (Free) vont vraisemblablement continuer de s'enrichir sur le dos des travailleurs et de peser de tout leur poids (notamment médiatique) sur les politiques menées pour continuer d'augmenter leur pouvoir et leur fortune.

POUR LES 100 JOURS D'APAISEMENT PAS DE FEUX D'ARTIFICES POUR LE 14 JUILLET MAIS LA PARTICIPATION DU DIRIGEANT INDIEN D'EXTRÊME DROITE MODI DONT LES PARTISANS SE RECLAMENT

DE MUSSOLINI ET DE L'ASSASSINAT DE GANDHI



Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

QUI EST FLORIAN M, LE POLICIER QUI A TUE NAHEL ?

Le 27 juin à Nanterre, un policier abattait froidement d'une balle Nahel, 17 ans, au volant d'un véhicule vers 8h du matin. La voiture avait fini sa course dans du mobilier urbain, avant que le jeune conducteur ne soit déclaré mort quelques minutes plus tard. Un énième crime raciste et odieux dans un contexte d'explosion de tirs policiers pour « refus d'obtempérer » à l'encontre des populations non-blanches.

Florian M, le policier est un agent de la compagnie motocycliste des Hauts-de-Seine. On savait que le fonctionnaire de police avait été décoré par Didier Lallement pour la répression du mouvement des gilets jaunes. Un article de Libération révélait hier que le meurtrier de Nahel avait fait ses classes dans plusieurs brigades d'intervention ultra-violentes. L'assassin de Nahel est un ancien de la CSI 93 et de la Brav-M, deux escadrons de choc de la police nationale formés pour semer la terreur dans les quartiers populaires et les manifestations.

; **La CSI 93 : cette petite mafia raciste au coeur de l'appareil policier, la compagnie de sécurisation et d'intervention de Seine-Saint-Denis est empêtrée dans de multiples affaires qui ont éclaboussé la police ces dernières années. Vols, rackets, trafics de drogue, violences, falsifications de PV et fausses procédures, ces gangsters armés et assermentés par l'État ont fait la loi en Seine-Saint-Denis, tabassant et humiliant de nombreuses victimes. Les agents véreux ont profité de leur impunité totale pour exercer leur crime crapuleux.** Au total, 17 enquêtes judiciaires ont été ouvertes par le parquet. Didier Lallement avait annoncé dissoudre cette unité après que les affaires ne soient rendues publiques, avant de finalement se rétracter. Le tueur de Nahel était présent à la CSI 93 lors des affaires de contrôles-piégés ou des agents s'amusant à jeter des sachets remplis de résine de cannabis aux pieds de jeunes hommes pour pouvoir les incriminer.

; **Brav-M : Cette brigade née sous l'impulsion des préfets de police de Paris lors de l'insurrection des gilets jaunes est largement connue du grand public. Il s'agit d'un peloton motorisé ultra-violent qui a pour objectif d'éclater littéralement les manifestants. C'est une brigade « d'élite » censée terroriser les mobilisations sociales. Comme la CSI 93, l'unité est empêtrée dans de nombreux scandales de violences policières. La Brav-M est au centre du dispositif répressif de l'État contre ses opposants. Chaque manifestation parisienne**

illustre la brutalité de ce corps armé néo-fasciste. En mai 2023, Libération révèle que l'un de ses agents, un néo-nazi assumé, est accusé de violences par son ex-compagne ainsi que poursuivi pour usage de drogue. L'article nous y apprend que le policier prépare avec certains de ses collègues « des ratonnades » sur leur temps libre.

Florian M. fait donc partie de ces brigades fascistes armées et rémunérés par l'État. Comme le tweetaient les camarades de l'AFA PB, le policier tueur n'a évolué que dans des structures utilisant le mensonge, les violences et où le racisme est la norme. Qui aurait pu prévoir qu'un policier fasciste passé par les unités les plus radicalisées de la Police Nationale tuerait de sans froid un jeune adolescent non-blanc issu d'un quartier populaire ?

(post de Contre Attaque)

ÿ LA RÉPRESSION FRAPPE JUSQU'À VOS FENÊTRES : UN POLICIER TIRE AU LBD À CÔTÉ D'UN HABITANT QUI LE CHAMBRAIT

Un autre aspect peu évoqué durant les révoltes émeutières est le sort réservé aux habitants spectateurs de ces événements.

Dans plusieurs villes, nous avons pu assister ou recevoir des témoignages de dérives extrêmement graves.

Des passants ont par exemple été mis en joue par des policiers armés de LBD, sommés de rentrer chez eux, d'autres ont été frappés à l'issue de contrôles, ont reçu des balles en caoutchouc, ou encore ont été insultés et parfois même interpellés puis jugés pour rien.

Entre entrave à la circulation, abus de pouvoir, insultes et contrôles récurrents, l'ordre républicain a franchi un nouveau palier.

Mais le pire, c'est que nous ne sommes plus en sécurité chez nous non plus lorsque la police passe, comme l'a déjà prouvé le meurtre de Zineb Rédouane à Marseille.

Sur cette vidéo prise le 1er juillet par un habitant de la ville de Lannion en Bretagne, un agent de police a délibérément tiré en visant sa fenêtre.

▶ Vidéo : https://fb.watch/ICWc1_wQnN/

AIMÉ CÉLESTE : « LES DÉLINQUANTS NE SONT PAS CEUX QUE L'ON CROIT »

Aimé Céleste, 19 ans, documente depuis plusieurs mois les luttes sociales. Depuis la mort de Nahel, il va sur le terrain chaque nuit, notamment dans la cité Pablo Picasso de Nanterre, là où vivait Nahel. Certaines des images diffusées sur ses réseaux sociaux ont été reprises sur des médias nationaux et internationaux. **Sauf que le 30 juin, Aimé s'est fait arrêter à Pablo Picasso, avec d'autres personnes. Son seul tort est d'avoir été présent. Mais la police prétend qu'un sac a été retrouvé avec un cocktail Molotov. Et qu'il lui bioappartiendrait ! Au final, il risque jusqu'à 7 ans de prison ferme.** Il nous a raconté son arrestation, GAV et passage devant la juge. Cette vidéo sera diffusée dans quelques jours. Mais voici déjà ses réactions sur la séquence en cours et sur la façon dont le pouvoir a réagi à cette révolte. Aimé Céleste a créé avec d'autres personnes un collectif pour lutter contre les faux procès verbaux rédigés par des policiers pour charger impunément des personnes en GAV.

Le collectif est à suivre ici : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100094123342781>

URGENT : CONTRE LA RÉPRESSION MASSIVE EN COURS, AIDEZ OU REJOIGNEZ LA LEGAL-TEAM ANTIRACISTES 4

Face au rouleau-compresseur judiciaire, la Legal Team antiraciste sollicite votre aide.

Alors qu'un soulèvement a frappé les quartiers populaires sur l'ensemble du territoire français après le meurtre de Nahel, une répression terrible s'abat sur des manifestants parfois très jeunes. Des vies vont être broyées.

À l'issue des six premiers jours, on recensait déjà 3625 gardés à vue, dont 1124 mineurs et 990 défèrements.

Au moins 480 ont accepté la comparution immédiate, et déjà plus de 380 incarcérations étaient prononcées.

Ce bilan dramatique s'est probablement considérablement alourdi depuis.

Plus que jamais, partout en France, nous avons besoin d'une autodéfense judiciaire et de solidarité.

Si vous êtes avocat-e-s, ou que vous souhaitez rejoindre la legal team antiraciste pour lui donner des coups de main peu importe où en France, contactez la par mail :

legalteamentiraciste chez protonmail.com

Une cagnotte est également mise à disposition : cotizup.com/legalteamentiraciste

0184802783 ou envoyez POLICE ou JUSTICE au 0780999982

(posts de CND)



**ARRETEZ DE TUER ET D'EMPRISONNER
LES ENFANTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

En réponse à l'assassinat du jeune Nahel, 17 ans, tué à bout portant par un policier, les quartiers populaires se sont soulevés partout en France, dans toutes les villes quelle que soit leur taille. Cette révolte, qui n'a rien de spontané, est avant tout une expression populaire contre les ravages de la politique macroniste au service exclusif du capital financier.

C'est ce qu'exprime le communiqué du 29 juin publié par l'Union départementale des syndicats CGT du Nord.

La répression féroce policière et judiciaire contre les jeunes des milieux populaires et leurs familles est la seule réponse de ce gouvernement qui tente une fois encore de diviser les travailleurs.

Nous tombons pas dans le piège. Des jeunes, que ce gouvernement, avec le concours de l'extrême droite, nous présente comme des « casseurs », des « pilliers », sont nos enfants, les enfants de notre classe à qui la seule promesse d'avenir est la précarité et la pauvreté. Tout ce que leurs parents connaissent déjà.

Face à cette répression légitime en méthode de gouvernement par un régime fascisant l'Union départementale des syndicats CGT du Nord dit : arrêtez de tuer et d'emprisonner les enfants de la classe ouvrière et appelle toutes les forces progressistes à un grand meeting le

**MERCREDI 12 JUILLET
18HEURES 30
LILLE
PLACE DE LA REPUBLIQUE**

Pour édiger :

- L'abrogation de la loi légitime défense de 2017
- L'annulation des peines prononcées et l'arrêt des poursuites contre les jeunes
- L'arrêt de la stigmatisation des parents et des menaces que profèrent le gouvernement et le président à leur encontre
- La démission du gouvernement

Révoltes légitimes en banlieue : la police a encore tué, à Marseille - Quelle issue ?

LA PRISE DE LA BASTILLE LE 14 JUILLET, A ÉTÉ PRÉPARÉE LES 11, 12 ET 13 JUILLET PAR LES ÉMEUTES DES FAUBOURGS

Les 11, 12 et 13 juillet 1789, des émeutiers des faubourgs, un mélange de peuple et de fraudeurs, incendiaient les barrières d'octroi (l'équivalent de nos péages actuels), ce qui permettra la prise de la Bastille le 14 juillet (une prison, imaginons que les jeunes d'aujourd'hui aient détruit une prison, que n'aurait-on pas entendu !), puis sera suivi ensuite par de nombreux pillages, églises, hôtels particuliers, ateliers, magasins, vols d'objets précieux, tableaux, bons vins (comme le pillage de la cave du roi illustré par le tableau ci-dessous) et violences diverses...

Mais c'est la Restauration, la période de retour au pouvoir de la monarchie et de la noblesse après la révolution, qui en insistant sur cet aspect de la révolution a réduit celle-ci à un pillage général comme aujourd'hui le font le gouvernement, la droite, l'extrême droite et leurs médias, avec la révolte des jeunes. C'est, toutes proportions gardées, le même phénomène politique auquel on assiste aujourd'hui, dans le déchainement de haine de classe contre la révolte des jeunes des banlieue, qui n'est pour sa part que la continuation, sous d'autres formes et d'autres milieux, de la révolte contre la réforme des retraites et surtout le déni de démocratie du 49.3 et les violences policières de Sainte Soline et contre les manifestations du soir des jeunes, le même phénomène de révolte générale contre le système. La haine contre les jeunes des quartiers est d'abord et avant tout le fait de ceux qui n'ont pas participé à la lutte contre la réforme des retraites, et qui essaient par ce biais de diviser et démolir les acquis de conscience populaire gagnés dans cette lutte.

Ils font ça parce qu'ils ont peur, parce qu'ils sentent monter la colère générale, parce qu'ils ne sont qu'une petite minorité de parasites et font tout pour empêcher que la massivité de la lutte pour les retraites s'associe à l'explosivité de la révolte des jeunes, exactement déjà comme ils l'avaient fait hier pour les Gilets Jaunes, de peur que cette alliance n'emporte tout leur système d'exploitation et d'oppression

(post de J Chastaing)

JUSTICE POUR NAEL : STOP AUX VIOLENCES POLICIERES, DARMANIN DEMISSION !

APPEL COLLECTIF DES SYNDICATS, ASSOCIATIONS ET PARTIS A DES MANIFESTATIONS PARTOUT
SAMEDI 8 JUILLET

« SIAMO TUTTI ANTIFASCISTI »

en ligne :

<https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/communique-unitaire-notre-pays-est-en-deuil-et-en-colere>

Notre pays est en deuil et en colère. Le meurtre de Nahel tué par un policier à bout portant à Nanterre, a mis à nu les effets de décennies de politiques publiques discriminatoires et sécuritaires ciblant notamment les quartiers populaires et la jeunesse qui y grandit et particulièrement les personnes racisées et précarisées. L'escalade des violences est une impasse et doit cesser. La conception essentiellement répressive de la police, et l'évolution législative de 2017 sur l'usage des armes de service, aggravent ce que la population vit et subit que ce soit en termes de discriminations et de pratiques racistes.

Les tensions entre population et police viennent de loin et s'inscrivent dans une histoire marquée d'injustices, de préjugés, de violences, de discriminations, de sexisme... et d'un racisme systémique qui traverse l'ensemble de la société et qui n'est toujours pas éradiqué.

Les habitant·es des quartiers concernés et notamment les femmes pallient bien souvent seul·es les carences en termes de services publics. C'est bien la régression de ceux-ci, l'école, les lieux de partage et de culture, sportifs, la poste, les administrations etc. et le recul du soutien de l'État au tissu associatif qui ont largement contribué à marginaliser ces quartiers et des territoires entiers bien au-delà, particulièrement dans les Outre-mer.

L'abandon de ces populations de quartier est aggravé par le contexte économique d'appauvrissement, d'inflation, de hausse des loyers, des prix l'énergie et la réforme de l'assurance chômage. Les inégalités sociales touchent particulièrement les enfants et les mères isolées. C'est ce que montrent les révoltes qui ont secoué les quartiers populaires depuis quelques jours en réaction à la tragédie de Nanterre.

En plus de décennies de dérives d'une politique du maintien de l'ordre, de lois sécuritaires (loi sécurité globale, loi séparatisme...) et de mesures d'exception, nous assistons depuis quelques jours à des pressions du gouvernement

pour mettre en place une justice expéditive. Le prononcé de mises en détention préventives systématiques avec des peines de plus en plus lourdes n'est pas acceptable !

L'urgence n'est pas celle de la répression qui ne fera que renforcer l'extrême-droite et fera reculer une fois de plus les droits et libertés.

L'apaisement durable n'est possible que si le gouvernement prend les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence de la situation et aux exigences des populations concernées.

L'ONU a critiqué à plusieurs reprises les politiques sécuritaires et les problèmes institutionnels de racisme en France, en particulier dans les forces de l'ordre. Ce sont les discriminations qui sont un poison toxique qui décrédibilise l'idée même d'égalité et sème le désespoir. L'extrême droite en fait son lit pour diviser toujours davantage la société. Nous dénonçons l'appel à la guerre civile contre les quartiers populaires et la qualification des personnes qui en sont issues de « nuisibles » par des syndicats de policiers.

Nous condamnons la constitution d'une cagnotte de soutien au policier qui a tué Nahel à l'initiative d'un membre de l'extrême droite et l'absence de toute action du gouvernement, mettant ainsi de l'huile sur le feu.

Tout est à repenser et construire. Il faut partir de bases nouvelles, créer des espaces de discussions larges et tirer les leçons des erreurs des politiques publiques depuis des décennies, en respectant les histoires, parcours, cultures et singularités dont se nourrit notre aspiration collective à l'égalité. Il est plus que temps d'écouter et de prendre en compte les demandes des habitant·es des quartiers populaires et en particulier sa jeunesse !

La situation nécessite que le gouvernement prenne ses responsabilités et apporte des réponses immédiates pour sortir de l'affrontement :

- abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ; - une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ; - le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ; - la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.

Rien ne peut cependant se faire sans un autre partage des richesses, sans lutter contre les inégalités sociales. Rien ne peut se faire sans la lutte contre la pauvreté et la précarité, aggravées par le dérèglement climatique, la hausse des loyers et des charges, et sans le renforcement des services publics et de l'éducation populaire. C'est à ces chantiers que le gouvernement devrait s'attaquer au lieu de mener des politiques publiques régressives qui font le lit de l'extrême droite.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités et partis politiques sont mobilisés pour le maintien des libertés publiques et individuelles.

Dans l'immédiat, nous appelons à rejoindre tous les rassemblements et marches autour de ces revendications, partout dans le pays à partir du mercredi 5 juillet, à l'exemple de la marche organisée par le Comité Vérité et Justice pour Adama le 8 juillet, à Beaumont-sur-Oise, et de celle de la Coordination Nationale contre les violences policières du 15 juillet.

Nous appelons à des marches citoyennes le samedi 8 juillet dans toute la France et les territoires ultra-marins. Nous construirons ensemble les suites de ces mobilisations.

Le 5 juillet 2023

Signataires

Syndicats :

CGT,

CNT-Solidarité Ouvrière,

Fédération Syndicale Étudiante (FSE),
FSU,
Solidaires Étudiant-e-s,
Syndicat des Avocats de France,
UNEF le syndicat étudiant
Union Syndicale Solidaires,
Union Étudiante,

Associations :

350.org,
Adelphi'Cité,
Amnesty International France,
Alternatiba,
Alternatiba Paris,
Les Amis de la Terre France,
ANV-COP21,
ATTAC France,
Bagag rue,
Conscience,
Coudes   Coudes,
DAL Droit au Logement,
La Fabrique D coloniale,
FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigrés-e-s),
Fédération Nationale de la Libre Pensée,
Fédération nationale des maisons des potes,
Femmes  galit ,
Fondation Copernic,
Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés-es),
Greenpeace France,
Jeune Garde Antifasciste,
LDH (Ligue des droits de l'Homme),
Memorial 98,
Observatoire nationale de l'extrême-droite,
Organisation de Solidarité Trans (OST),
Planning familial,
Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les racismes-RAAR,
REVES Jeunes,
SOS Racisme,

Collectifs :

Alliances et Convergences,
Assemblée des Gilets Jaunes de Lyon & Environs,
Colère Légitime,
Collectif civgTENON,
Collectif des écoles de Marseille (le CeM),
Collectif national pour les Droits des Femmes,
Collectif Nouvelle Vague,
Collectif Vérité et Justice pour Safyatou, Salif et Ilan,
Collective des mères isolées,
Comité des Soulèvements de la Terre Sud-Essonne,
Comité Local de Soutien aux Soulèvements de la Terre Aude,

Comité Soulèvement Bas-Vivarais,
Comité les Soulèvements de la Terre Lyon et environs,
Comité local de soutien aux Soulèvements de la Terre Villefranche,
Comité local de soutien aux Soulèvements de la Terre Romans-sur-Isère,
Comité nîmois de soutien aux Soulèvements de la Terre,
Comité de soutien à Moussé Blé,
Comité justice et vérité pour Mahamadou,
Comité Les Lichens Ardéchois,
Comité Vérité et Justice pour Adama,
Coordination des comités pour la défense des quartiers populaires,
Démocra'psy,
Dernière Rénovation,
En Gare,
Justice pour Othmane,
La Révolution est en marche,
Lla Terre se soulève en Corrèze,
Le Peuple Uni,
Les Soulèvements de la Terre - comité Île-de-France,
Les Soulèvements de l'Entre2Mers (33),
Lyon en lutte,
Lyon Insurrection,
Nîmes Révoltée,
Réseau GBM,
Rejoignons-nous,
Collectif du 5 novembre - Noailles en colère (Marseille),
Syndicat des quartiers populaires de Marseille,
Collectif Justice pour Claude Jean-Pierre,
Youth for Climate IDF,

Organisations politiques :

ENSEMBLE ! - Mouvement pour une Alternative de Gauche, Écologiste et Solidaire,
Europe Ecologie Les Verts (EELV)
La France insoumise (LFI),
Front Uni des Immigrations et des quartiers populaires (FUIQP),
Gauche Ecosocialiste (GES),
Génération.s (G.s),
Nouveau parti anticapitaliste (NPA),
Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF),
Parti de Gauche (PG),
Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS),
Parti Ouvrier Indépendant (POI),
Réseau Bastille,
Révolution Écologique pour le Vivant (REV),
Union communiste libertaire (UCL)